

## COUP D'ENVOI DE LA CAMPAGNE DU FFS POUR LES LÉGISLATIVES EN FRANCE

## «Le boycott aujourd'hui serait une coquetterie intellectuelle»

**Les élections législatives du 10 mai «ne vont pas provoquer la rupture politique» ; elles ne reposent «sur aucun dispositif incontesté et incontestable de régularité et crédibilité» et cependant le FFS, qui fait lui-même ce constat, y participera, selon Samir Bouakouir, représentant du parti à l'étranger et candidat FFS pour la zone nord de la France. Le parti ira, affirme-t-il, «jusqu'au bout de cette consultation». Partant, qu'est-ce qui justifie cette position pour le moins paradoxale ? C'est justement le sens des explications qu'ont tenté de donner hier à Paris les représentants de ce parti (dont certains sont candidats pour les zones I et II de France) lors d'une conférence de presse qui marque le coup d'envoi de cette campagne en direction de la communauté installée dans l'Hexagone.**

C'est à une véritable explication de texte qui ne diffère en rien du discours déjà produit par la direction du FFS à Alger que se sont astreints les responsables du parti à l'étranger, Samir Bouakouir et Madjid Rouar, pour justifier le retour du FFS dans la compétition pour les législatives du 10 mai prochain. Pour nous dire en quoi cette participation est tactique, comme la caractérise le parti, Bouakouir nous explique qu'en participant, le parti de Aït Ahmed ne cautionne pas le pouvoir qui organise «évidemment ces élections dans la perspective de se maintenir, de se reproduire», qu'il ne considère pas qu'elles vont être la solution à la crise nationale mais qu'il prend part au scrutin pour «remobiliser, pour faire émerger une véritable conscience politique, une vraie culture citoyenne».

La conviction du FFS est que le départ du pouvoir ne règle rien et qu'en tout cas, «il ne suffira pas de provoquer le changement radical et pacifique du système, même s'il en est une condition qui reste cependant insuffisante». Et pourquoi alors avoir pris part à certaines consultations par le passé, puis s'être retiré puis revenir aujourd'hui ? A quoi ce revirement de position est-il dû ? Pour le FFS, boy-

cotter aujourd'hui est «une coquetterie intellectuelle». Et d'explicité que la décision du boycott a été débattue durant près d'un mois et demi au sein du parti, dont certains d'ailleurs étaient pour. Les échanges et discussions engagées à propos du boycott ont conduit à une analyse et à un bilan critique des positions du FFS et notamment que le boycott critique n'a pas été efficace. Les échanges, le bilan critique et surtout l'analyse de la situation actuelle nous ont conduits à considérer que boycotter aujourd'hui ne ressemblerait à rien. «Nous sommes dans une situation où le système a réussi à dépolitiser la société ; il a réussi à désintéresser les Algériens de la cause politique et la situation s'est aggravée.»

Concomitamment, explique le FFS, la situation à l'international et la nouvelle géopolitique font peser de réels dangers dans la région et très près autour du pays. Aussi, dit le

représentant du FFS, dans une telle conjoncture, le boycott ne rime à rien sauf à «donner bonne conscience». La meilleure façon de «faire émerger un rapport de force politique favorable au changement démocratique, c'est de participer avec les Algériens, c'est de discuter, de créer des canaux de communication».

Le FFS veut faire de cette campagne pour les législatives l'occasion d'un vrai débat : comment rendre possible le changement démocratique en Algérie ? Est-ce que ce changement est possible ? Quels en sont les obstacles ? Comment les vaincre ? Vaste programme, mais avec qui ? Lui demandons-nous. Le FFS a une conception du partenariat politique qui se construit, dit-il, avec «les acteurs qui sont réellement enracinés dans la société», un certain nombre d'acteurs des mouvements sociaux ou syndicaux et ces élections, précise-t-il, «peuvent être aussi d'une démarche contractuelle avec des partenaires politiques et jeter peut-être des passerelles d'idées qui émergeront de ces échanges».

Y compris avec le RCD ? avon-nous demandé à Samir Bouakouir. La réponse n'est pas allée de source, marquée par de longs développements mais aussi par des non-dits : «Je crois qu'il faut donner du sens aux mots. Pour nous, il y a un premier critère, un premier principe, c'est l'autonomie de décision des acteurs politiques. La question du RCD est une question de prise de décision. Aujourd'hui, la question n'est pas de dire est-ce qu'on a déjà une vision commune pour la sortie de crise ;

La liste des candidats FFS pour les élections législatives a été remise, conformément aux dispositions réglementaires, à la commission de supervision des élections mise en place au niveau du consulat général de Paris et de celui de Marseille. Trois listes ont été proposées par le FFS et ont été confirmées après leur examen par cette commission. Le consulat général de Paris a invité les candidats de tous les partis à une réunion, le samedi 14 avril, pour évoquer avec eux tous les aspects pratiques de cette campagne. Il semblerait que le ministre chargé de la Communauté à l'étranger, dont on dit qu'il sera à Paris la semaine prochaine, prendra part à cette rencontre.

K. B.-A.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

est-ce qu'on parle de la même chose ; est-ce qu'on se ressemble ; est-ce qu'on a des visions pragmatiques communes...» Les prises de position du RCD et celles du FFS depuis 20 ans sont différentes parce qu'au FFS «on n'est pas du genre à dire on rase gratis, on oublie tout ce qui s'est passé et on commence à bâtir».

La crise que vit le pays depuis 20 ans étant sérieuse, l'ensemble des acteurs politiques ont pris des décisions politiques, aussi «chacun doit les assumer, on est prêt à ce débat, et à partir de là, bâtir ensemble. On n'est pas encore dans un jeu politique où on se rassemble autour de règles programmatiques classiques comme en Europe. Chaque acteur politique doit d'abord faire son bilan, son auto-critique et à partir de là, l'on pourra jeter les bases pour bâtir ensemble». Entre le FFS et le RCD, conclut-il, ce n'est pas un problème entre Aït-Ahmed et Saïd Sadi, mais «avant tout un problème de conception de la sortie de crise en Algérie et de positions depuis 1990 en Algérie».

Lorsqu'un confrère évoque les relations du FFS et du PT qui ont, par le passé, participé ensemble au contrat de Rome et qu'il demande au FFS ce que sont devenues ces relations aujourd'hui, eu égard au soutien du PT au pouvoir, le FFS explique qu'il n'y a pas eu d'alliance avec le PT pour le contrat de Rome, qu'il n'y a pas eu de programme commun de gouvernement, ni d'équipe de gouvernement, mais qu'il s'était mis d'accord pour arrêter d'abord l'effusion de sang

parce que dans le «terrorisme, on ne peut rien construire».

Aujourd'hui, affirme le FFS, dans cette campagne, nous n'allons faire alliance avec aucun des partis et nous allons voir les programmes des uns et des autres. Et de conclure sur ce problème d'alliances en insistant : «Je dis que nos adversaires essentiels restent les partis du système, c'est-à-dire cette alliance présidentielle, ce conglomerat de partis qui ont fait main basse sur les richesses de l'Algérie : FLN, RND, MSP, devenu Alliance verte, et dont des ministres figurent au gouvernement. Il faut restituer les richesses aux Algériens et le pouvoir au peuple algérien.»

Et que peut attendre la communauté algérienne des candidats FFS qui se présentent pour les représenter ? A cette question, et après un long développement sur la situation d'entraves diverses mises sur le chemin des immigrés ici en France et en Algérie, des engagements ont été fixés par le FFS et devront bientôt être précisés. Parmi ces engagements, ceux consistant à «s'associer à toutes les initiatives visant à dénoncer les comportements racistes ou xénophobes ; œuvrer à l'auto-organisation des Algériens et des Algériennes en France dans les réseaux solidaires ; renforcer les solidarités maghrébines ; agir pour lever les obstacles à l'investissement et exiger le respect de l'application des accords bilatéraux signés entre la France et l'Algérie». C'est évidemment un euphémisme que ce peu d'éléments ne peut constituer un programme qui répond réellement aux attentes des membres de la communauté.

Le FFS a bien précisé que dans les prochains jours, un programme complet et détaillé sera présenté à la communauté en France.

K. B.-A.

## Carnet de campagne

**Dernière ligne droite avant le lancement officiel de la campagne électorale. Les partis politiques ayant bouclé leurs listes, péniblement pour certains, peaufinent leurs stratégies de campagne. Les chefs de file des partis, les têtes de liste redoublent d'efforts pour être visibles dans un champ politique qui a vu l'arrivée de dizaines de partis nouveaux bien décidés à concurrencer les formations qui ont déjà un ancrage. Tour d'horizon de la dernière semaine de précampagne.**

## L'improbable proposition de Ksentini

Farouk Ksentini ne semble reculer devant rien pour booster le taux de participation aux élections. Il plaide ni plus ni moins de punir les abstentionnistes. Le président de la Commission nationale consultative pour la protection et la promotion des droits de l'homme (CNPDPH) «rassure», néanmoins. «Il ne s'agit pas de couper la tête des gens mais bien de trouver des sanctions appropriées à ce comportement négatif», déclarait-il sur les ondes de la Chaîne III. Encore heureux qu'il ne propose pas des ponctions sur salaires ou le retrait de la nationalité pour tous ceux qui «oseraient» ne pas voter.

## La Cnisl veut des gyrophares !

Les demandes de la Commission de surveillance des élections législatives (Cnisl) se suivent et ne se ressemblent pas. Dernière trouvaille de ladite commission : exiger des gyrophares pour faciliter les déplacements des membres de la commission. On ignore encore quelle demande inédite les membres de la Cnisl va encore formuler d'ici la fin de sa mission !

## Le FFS menace

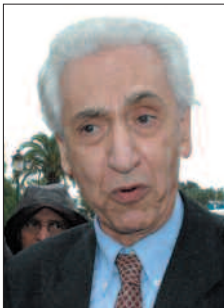
Après avoir maintenu le suspense sur sa participation aux législatives, le Front des forces socialistes se fait menaçant. Par la voix d'Ahmed Djedaï, le parti d'Aït Ahmed menace de claquer la porte à tout moment.

S'exprimant sur les ondes d'une radio locale, l'ancien premier secrétaire national dit craindre que la multiplication des partis politiques ne soit en réalité qu'une manœuvre d'un pouvoir qui se réjouit d'ailleurs de la participation du FFS.



## Une candidate peut en cacher un autre !

L'épouse de Djaballah, candidate aux législatives, accordait hier un entretien à un quotidien arabophone. Jusque-là rien d'anormal, sauf que ladite candidate a refusé



que le journal publie sa photo, insistant pour que l'entretien soit illustré par une photo de son époux et non moins président du Parti pour la liberté et la justice. Pourtant, en acceptant d'être photographiée, la candidate portant une burqa ne risquait pas d'être reconnue.

Assumant pleinement la contradiction entre la volonté d'assumer des fonctions publiques et le fait de rester «anonyme», l'épouse de Djaballah promet de faire une entrée fracassante au Parlement avec sa burqa.

## Kassaman s'invite en conférence de presse

La campagne électorale a induit de nouvelles mœurs. Plusieurs partis politiques n'hésitent plus à commencer leurs conférences de presse avec l'hymne national et en convoquant l'ensemble des membres de leur direction. Nationalisme ou pur opportunisme ?

## La preuve par Akhamoukh

Ahmed Ouyahia continue sa tournée à travers les wilayas avec une idée qui devient récurrente : réduire le risque d'abstention. A Tamanrasset, le chef de file du RND a adapté son discours pour coller à une actualité des plus brûlantes. «les Touaregs n'ont jamais l'idée de boycott en tête et le parcours politique du défunt amenokal El-Hadj Moussa Akhamoukh en est la meilleure preuve», clamait ouyahia.

## Les panneaux d'affichage font leur apparition

Dernière ligne droite avant le démarrage officiel de la campagne électorale. Les APC sont mobilisés. Les premiers panneaux d'affichage ont fait leur apparition un peu partout.



Avec la multiplication des nouveaux partis, les panneaux sont très nombreux. Les électeurs potentiels y découvriront bientôt les visages de ceux et celles qui sollicitent leurs voix pour les législatives.

## L'étau se resserre autour de Belkhadem ?

Suite et pas fin du feuilleton FLN. Les contestataires reviennent à la charge. Ils ne seraient qu'à une dizaine de signatures des membres du comité central (CC) pour atteindre le quorum leur permettant de convoquer la fatidique réunion extraordinaire.

Les contestataires organisent un rassemblement devant le siège national du parti pour exiger la tenue de cette réunion extraordinaire que Abdelaziz Belkhadem ne souhaite pas convoquer avant le 10 mai prochain.

Nawal Imès